

Archives

Tribune de Jacques Cheminade sur MediaWeb

samedi 11 décembre 2010



Tribune de Jacques Cheminade sur [MediaWeb](#), publiée sur les sites d'information pornichet-infos, saintnazaire-infos, labuale-infos, etc.

**Au delà de l'affaire Karachi-Balladur, rétablir la
souveraineté du peuple**

Par Jacques Cheminade, candidat à l'élection présidentielle de 2012

En tirant les ficelles de l'affaire Karachi, c'est toute la pelote de la corruption politique de ces vingt dernières années qui se retrouve, lentement mais sûrement, détricotée sous les yeux du public. Le réexamen des finances du candidat Balladur en 1995 a révélé la bienveillance du Conseil constitutionnel du mitterrandien Roland Dumas vis-à-vis des candidats du RPR, et au-delà, l'absence totale de contre-pouvoir réel pendant quinze ans. Je peux d'autant plus le dénoncer que j'ai moi-même fait les frais de cette collusion au plus haut sommet de la République.

MM. Balladur et Chirac ont vu leurs comptes validés malgré qu'ils aient outrepassé tous les plafonds de dépenses autorisés, M. Balladur n'ayant pas même justifié ses versements en espèces ; mes comptes furent invalidés pour les avoir équilibrés avec quelques prêts auxquels le Conseil a reproché l'absence d'intérêts, un argument qui va à l'encontre du Code civil français où le prêt est défini par son caractère restitutoire, et non par la présence ou l'absence d'intérêts. Le moins dépensier des neuf candidats et le moins fortuné, je fus mis en état de ruine civile de fait lorsque l'Etat français exigea le remboursement du million de francs d'avance consenti à tous les candidats parrainé par 500 élus de la République. D'autre part, les prêteurs (des personnes physiques) ont réclamé leur remboursement. Aujourd'hui encore, l'Etat français me poursuit et vient à nouveau de saisir mes biens.

Mais au-delà de mon cas particulier, c'est le peuple qui a été trompé. Nous vivons dans un monde où le « cancer spéculatif » que je dénonçais en 1995 a pris une ampleur encore plus vaste qu'avant la première crise financière de 2007-2008. Les systèmes sociaux et les services publics français sont démantelés à petit feu – beaucoup plus brutalement en Grèce et maintenant en Irlande – pour payer le renflouement de « nos » banques – en engagements, garanties ou prêts – qui s'élève jusqu'ici à 130 milliards d'euros. Contrairement à l'aspect négatif et illusoire de ce que propose Eric Cantona – qui a toutefois le mérite de mettre le doigt sur la mère de toutes les injustices – ma candidature aux prochaines présidentielles vise à présenter de toute urgence au peuple un plan de mise en faillite organisée des spéculateurs, permettant de dégager le terrain pour une politique d'investissements productifs et de création d'emplois qualifiés. Pour rétablir une économie saine de croissance physique pour tous, nous devons sauver les banques de dépôts des griffes de la « banque universelle » chère à Michel Pébereau, conseiller de l'ombre de M. Sarkozy et de Mme Lagarde. Non contentes de parasiter notre économie, les activités spéculatives de nos grandes banques mettent en danger les dépôts et le crédit des entreprises et des ménages. Et l'on voit ce même Pébereau, à la tête du comité de suivi de la RGPP, superviser la diminution des dépenses publiques, pendant que d'autres illustres Français à la tête de la BCE et du FMI torturent nos frères irlandais et proposent sans honte de mettre un terme définitif à l'existence des Etats-Nations souverains en Europe, au nom d'une nouvelle « gouvernance », qui n'est en réalité que celle de la City de Londres et de Wall Street – cette oligarchie monétariste devant laquelle ils s'inclinent.

En 1995, j'avais mis en garde contre cette mort annoncée si l'on ne prenait pas le taureau financier par les cornes. Il est temps de rétablir ce gouvernement « du peuple, par le peuple et pour le peuple » inscrit dans l'article 2 de notre Constitution. Pour cela nous devons liquider les spéculateurs et rétablir une économie productive de plein emploi qualifié guidé par le progrès scientifique et artistique, seuls garants véritables d'une justice sociale durable.

Mon projet présidentiel repose sur ce socle. On a cru me chasser du terrain en 1995. L'oligarchie s'est trompée. Je suis de retour, le regard froid sur ce vers quoi nous allons si nous ne changeons pas de direction, et porteur d'espérance sur ce que nous devons faire.

Aujourd'hui, plus de 70 % des Français pensent que leurs enfants et petits-enfants vivront moins bien qu'eux. Un pays où cela dure trop longtemps est un pays qui n'est plus capable de maîtriser son avenir. Mon objectif est de rétablir la justice sociale, la solidarité et un réel développement de l'économie physique, conformément à notre Constitution, à l'esprit du programme du Conseil national de la Résistance et à la déclaration de Philadelphie sur l'organisation internationale du Travail du 10 mai 1944.